

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 11 03 2022

**DELIBERATION CA 2022-11-03 n°5a PORTANT APPROBATION
DE LA REVISION DES STATUTS DE L'INSTITUT SUPERIEUR DES
SCIENCES ET TECHNIQUES**

Nombre de présents et représentés : 29/36

Vu le code de l'éducation ;
Vu les statuts de l'Université de Picardie Jules Verne ;
Vu l'élection du Président de l'université de Picardie Jules Verne le 1^{er} décembre 2020

IL EST DELIBERE :

Article unique :

les statuts de l'Institut Supérieur des Sciences et Techniques sont validés à l'unanimité.

Annexe : 10 pages

Le **15 MARS 2022**

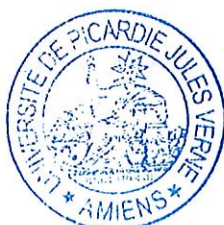
Le Président de l'université
de Picardie Jules Verne



Pr. Mohammed BENLAHSEN

Université de Picardie Jules Verne
INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ET TECHNIQUES
STATUTS

Statuts approuvés par le conseil d'administration de l'UPJV le 11 mars 2022.



SOMMAIRE

CHAPITRE 1 : ORGANISATION GÉNÉRALE ET MISSIONS

Préambule
Missions
Formation
Recherche
Organisation

CHAPITRE 2 : LE CONSEIL DE L'INSSET

Article 1 : Composition

Article 2 : Modes de désignation des membres du conseil.

Représentants des personnels et des usagers.

Personnalités extérieures

Article 3 : Durée des mandats et remplacement des membres en cours de mandat

Article 4 : Attributions du conseil

Article 5 : Présidence du conseil

Modalités de désignation

Attributions

Article 6 : Fonctionnement du conseil

Réunion

Convocation du conseil

Personnes invitées

Quorum pour la tenue du conseil

Procurations

Adoption des délibérations

Compte-rendu de séance

Article 7 : Conseil restreint

CHAPITRE 3 : LA DIRECTION DE L'INSSET

Article 8 : Direction

Modalités de désignation

Attributions

CHAPITRE 4 : AUTRES INSTANCES

Article 9 : Conseil de perfectionnement des formations

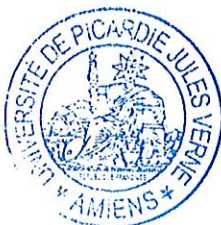
CHAPITRE 5 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : Réunion du conseil à distance

Article 11 : Règlement intérieur

Article 12 : Révision des statuts

Article 13 : Dispositions transitoires



CHAPITRE 1 : ORGANISATION GENERALE ET MISSIONS

Préambule

L'Institut supérieur des sciences et techniques de l'université de Picardie a été créé par le décret n°85-1244 du 26 novembre 1985 portant création d'instituts et d'écoles internes dans les universités et les instituts nationaux polytechniques.

Il a pour nom d'usage Institut Supérieur des Sciences et Techniques (INSSET).

Il constitue, au sein de l'université de Picardie Jules Verne, un institut relevant de l'article L.713-1 du code de l'éducation.

Son siège est établi à Saint-Quentin (02).

Il est organisé dans les conditions définies à l'article L.713-9 du code de l'éducation.

Il dispose de l'autonomie financière.

Missions

Pour exercer ses missions, l'INSSET rassemble des enseignants-chercheurs et des enseignants, des personnels administratifs, techniques et de service (BIATSS).

L'INSSET dispense en formation initiale et continue tout au long de la vie, un enseignement supérieur destiné à préparer aux fonctions d'encadrement technique et professionnel dans certains secteurs de la production, de la recherche appliquée et des services.

Il contribue au développement de la recherche scientifique et technologique et à la valorisation de ses résultats, à l'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle, à la diffusion de la culture et de l'information scientifique et technique, à la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la coopération internationale.

Formation

Les formations dispensées par l'INSSET conduisent à la délivrance des diplômes nationaux de Licence, de Licence professionnelle et de Master.

L'organisation des études, les conditions d'admissions, sont fixées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur.

Recherche

L'INSSET entretient des liens étroits avec la recherche et en particulier avec les équipes de recherche relevant des champs disciplinaires de l'INSSET et les écoles doctorales auxquelles elles appartiennent.

Organisation

L'Institut est administré par un conseil et dirigé par un directeur élu par le conseil.

L'institut est doté de services administratifs et techniques. Sous l'autorité du directeur, le directeur administratif assure la direction, l'organisation et le fonctionnement des services.

Les autres instances concourant au fonctionnement de l'institut, ayant un rôle consultatif, dans les limites des prérogatives des organes d'administration et de direction de l'institut, sont les suivantes :

- Le conseil de perfectionnement des formations.



CHAPITRE 2 : LE CONSEIL DE L'INSSET

Article 1 : Composition

Le conseil est composé conformément à l'article L.713-9 du code de l'éducation.

Le conseil comprend **20** membres ayant voix délibérative.

La répartition des sièges est la suivante :

1) 8 personnalités extérieures :

- 1 représentant du Conseil Municipal de Saint-Quentin (+ 1 suppléant) ;
- 1 représentant de la Communauté d'Agglomération du Saint-Quentinois (+ 1 suppléant) ;
- 1 représentant de l'Espace Scolaire Condorcet de Saint-Quentin (+ 1 suppléant) ;
- 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Aisne (+ 1 suppléant) ;
- 4 personnalités choisies à titre personnel.

2) 6 représentants des personnels enseignant-chercheurs, enseignants, et personnels assimilés, soit :

- 3 représentants des professeurs des universités et personnels assimilés ;
- 3 représentants des autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés ;

3) 3 représentants des usagers (+ 3 suppléants)

4) 3 représentants des personnels BIATSS.

Article 2 : Modes de désignation des membres du conseil.

Représentants des personnels et des usagers.

Les représentants des personnels et des usagers sont élus au scrutin secret par collèges distincts et au suffrage direct, au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste, sans panachage, dans les conditions prévues aux articles D.719-18 et suivants du code de l'éducation.

Les conditions pour être électeur sont précisées par les articles D.719-4 et suivants du code de l'éducation.

En particulier,

- Les personnels enseignants non titulaires doivent répondre aux conditions prévues à l'article D.719-9 du code de l'éducation pour pouvoir être électeurs. Ils doivent notamment effectuer à l'UPJV, sur l'année universitaire, un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, soit 64 HETD.
- Les personnels BIATSS, titulaires ou contractuels, sont les personnels en fonction à l'INSSET, sous réserve de remplir les conditions prévues au code de l'éducation.

Le président de l'université est responsable de l'organisation des élections, dans les conditions prévues au code de l'éducation, avec l'appui des services de l'INSSET.

Personnalités extérieures.

Le collège des personnalités extérieures est composé à parité d'hommes et de femmes. Les modalités destinées à assurer cette parité sont précisées aux articles D.719-47-1 et suivants du code de l'éducation.



Chaque collectivité, institution et organisme désigne nommément la personne qui la représente ainsi que son suppléant de même sexe appelé à la remplacer en cas d'empêchement temporaire.
Les représentants des collectivités territoriales doivent être membres de leurs organes délibérants.

Les personnalités extérieures siégeant à titre personnel sont proposées par le directeur de l'institut et désignées à la majorité absolue des membres élus et des personnalités extérieures désignées par leur institution, avant la première réunion du nouveau conseil. Les procurations sont admises.

Article 3 : Durée des mandats et remplacement des membres en cours de mandat

Le renouvellement des mandats intervient tous les quatre ans, sauf pour les représentants étudiants dont le mandat est de deux ans.

Le mandat des personnalités extérieures est de quatre ans et expire à l'échéance du mandat du conseil.

Lorsqu'un représentant des personnels ou des étudiants perd la qualité au titre de laquelle il a été élu ou lorsque son siège devient vacant, il est remplacé, pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions prévues à l'article D.719-21 du code de l'éducation. Il n'est pas procédé au remplacement du membre du conseil lorsque la vacance intervient moins de six mois avant le terme du mandat.

Lorsqu'une personnalité extérieure perd la qualité au titre de laquelle elle avait été désignée, ou cesse définitivement de siéger pour quelque cause que ce soit, un représentant du même sexe est désigné pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions prévues à l'article 2.

Article 4 : Attributions du conseil.

Le conseil définit la politique générale de l'institut, conformément aux textes en vigueur.

Il dispose notamment des attributions suivantes :

Domaine de la vie institutionnelle

- Il élit le directeur de l'institut et le président du conseil ;
- Il élit les personnalités extérieures choisies à titre personnel ;
- Il approuve les statuts de l'institut, son règlement intérieur, et leurs modifications ;
- Il donne son avis sur les contrats et conventions dont l'exécution le concerne ;
- Il entend et examine le rapport annuel d'activité présenté par le directeur ;
- Il peut créer des groupes de travail ou des commissions destinés à assister le conseil et le directeur dans leurs tâches d'administration et de direction.

Domaine des moyens

- Il soumet au conseil d'administration de l'université la répartition des emplois ;
- Il est consulté sur les recrutements ;
- Il vote le budget propre intégré (BPI) et les budgets rectificatifs avant leur approbation par le conseil d'administration de l'université ;
- Il vote les tarifs le concernant, avant leur approbation par le conseil d'administration de l'université.

Domaine de la scolarité et de la formation

- Le conseil définit le programme pédagogique dans le cadre de la politique de l'université et de la réglementation nationale en vigueur ;
- Il donne son accord sur la création des diplômes ;
- Il délibère sur les capacités d'accueil des diplômes, sous réserve, le cas échéant, de leur validation par les instances compétentes de l'université ;
- Il propose les modalités de contrôle des connaissances et des compétences à la commission de la formation et de la vie étudiante de l'université.



Article 5 : Présidence du conseil.

Modalités de désignation

Le conseil élit, au sein de ses personnalités extérieures, le président du conseil.
Son mandat est de trois ans, renouvelable.

L'élection du président du conseil a lieu à bulletins secrets, à la majorité absolue des membres présents ou représentés au premier tour, à la majorité relative au second tour.

Les procurations sont autorisées à raison d'une par porteur.

En cas de démission, perte de la qualité de personnalité extérieure ou empêchement définitif survenant en cours de mandat, le conseil élit un nouveau président, pour un premier mandat de trois ans.

Pour pourvoir le poste de président du conseil, le directeur administratif de l'INSSET fait un appel à candidatures un mois au moins avant l'échéance du mandat en cours, auprès des personnalités extérieures. Puis les candidatures, qui peuvent lui parvenir jusqu'à la veille du conseil qui procédera à l'élection, sont soumises au vote du conseil.

La séance du conseil chargée d'élire le président du conseil est présidée par le doyen d'âge des personnalités extérieures qui n'est ni le président sortant, ni candidat.

En cas d'empêchement temporaire du président, la présidence est temporairement assurée par le doyen d'âge des personnalités extérieures.

Attributions

- Le président du conseil convoque le conseil, après en avoir arrêté l'ordre du jour en concertation avec le directeur de l'institut ;
- Il préside le conseil ;
- Il signe le relevé de délibérations à l'issue des conseils, ainsi que le compte-rendu de séance ;
- Il peut inviter au conseil, à son initiative ou à la demande du directeur, à titre consultatif, toute personne dont il jugerait la présence utile ;

Article 6 : Fonctionnement du conseil.

Réunion

Le conseil se réunit au moins trois fois par an, sur convocation de son président.

Il peut se réunir en séance extraordinaire à l'initiative du président ou sur demande qui lui est adressée, soit par le directeur de l'institut, soit par un tiers des membres en exercice du conseil.

Convocation du conseil

La convocation du conseil est adressée aux membres du conseil au moins huit jours avant la date fixée pour sa réunion. Elle mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents se rapportant à l'ordre du jour. Elle est signée par le président du conseil.

Le conseil extraordinaire est réuni dans les 15 jours suivant la demande de sa réunion.

Tout membre du conseil peut demander l'inscription d'un point à l'ordre du jour auprès du président du conseil.

La convocation et les documents l'accompagnant sont transmis, pour information, à la direction des affaires générales de l'université.



Personnes invitées

Le directeur général des services et l'agent comptable de l'université participent, de droit, aux réunions du conseil, avec voix consultative. Ils sont invités au conseil, de même que le président de l'université.

Le directeur de l'institut et le directeur administratif de l'institut, s'ils ne sont pas membres élus au conseil, participent aux réunions du conseil avec voix consultative.

En fonction de l'ordre du jour, d'autres personnes peuvent être invitées dont la présence serait jugée utile.

Quorum pour la tenue du conseil

Le conseil ne peut se réunir que si la moitié au moins des membres en exercice du conseil est présente ou représentée à l'ouverture de la séance.

Si le quorum n'est pas atteint, le conseil peut à nouveau être convoqué sous huitaine. Dans ce cas, il délibère alors valablement sans condition de quorum. Cependant, le quorum est obligatoirement requis pour l'élection du directeur et pour la révision des statuts.

Procurations

Tout membre du conseil peut déléguer son droit de vote à tout autre membre du conseil. Ce pouvoir doit être nominatif.

Tout membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Cependant, tout membre titulaire disposant d'un suppléant, ne peut donner procuration à un autre membre du conseil, que si son suppléant est lui-même empêché. Les membres suppléants ne peuvent pas donner procuration.

Adoption des délibérations

Les décisions sont adoptées à la majorité simple des membres présents ou représentés¹, sauf pour :

- L'élection du directeur (Cf. article 8),
- L'élection du président du conseil (Cf. articles 5),
- La révision des statuts (Cf. article 12),

pour lesquelles la majorité absolue est requise.

Les votes ont lieu à main levée, sauf lorsqu'ils portent sur des personnes, et dans ce cas, les votes ont lieu à bulletins secrets. Les votes peuvent également avoir lieu à bulletins secrets sur demande d'un membre.

Compte-rendu de séance

Un compte rendu des réunions du conseil est établi sous la responsabilité du directeur administratif de l'institut et approuvé par le conseil lors de la réunion suivante. Il est signé par le président du conseil et publié au sein de l'institut.

Le compte rendu est transmis, pour information, à la direction des affaires générales de l'université.

Article 7 : Conseil restreint

Pour toutes les questions relatives au recrutement ou à la carrière des enseignants-chercheurs, le conseil de l'institut siège en formation restreinte aux seuls représentants élus des collèges des professeurs et maîtres de conférences d'un statut et d'un rang au moins égal à celui des enseignants-chercheurs concernés par la question.

¹ Total des voix supérieur à celui de chacune des propositions concurrentes, inclusion faite des abstentions, blancs et nuls.



Pour toutes les questions relatives aux autres enseignants, viennent s'adjoindre à ces deux catégories, si possible, des représentants des autres enseignants, élus au conseil, d'un statut et d'un rang au moins égal à celui des enseignants concernés par la question.

Le conseil restreint émet des avis au directeur, qui les transmet aux instances compétentes de l'université.

Le conseil restreint est présidé par le directeur de l'institut s'il est élu au conseil et s'il est d'un rang au moins égal à celui du rang concerné pour sa réunion. Dans le cas contraire, la séance est présidée par le doyen d'âge de rang le plus élevé.

CHAPITRE 3 : LA DIRECTION DE L'INSET

Article 8 : Direction

Modalités de désignation

Le directeur est choisi dans l'une des catégories de personnels qui ont vocation à enseigner dans l'institut, sans condition de nationalité.

Le mandat du directeur est de cinq ans, renouvelable une fois. Il faut entendre, par renouvellement du mandat, un deuxième mandat immédiatement consécutif au premier mandat, sans interruption.

Le directeur est élu par le conseil de l'institut au scrutin secret, sous la présidence de l'enseignant-chercheur doyen d'âge, non candidat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés au premier tour, et à la majorité relative au deuxième et troisième tour.

Les procurations sont autorisées, à raison d'une par porteur.

Le directeur administratif de l'institut effectue un appel à candidatures au moins un mois avant la date de l'élection. Les candidatures lui sont adressées au moins une semaine avant la date de l'élection.

Lorsque l'élection n'est pas acquise à l'issue de trois tours de scrutin, le conseil est à nouveau convoqué et se réunit sous huitaine. Un nouvel appel à candidatures est alors lancé. Les précédents candidats doivent confirmer leur candidature ou se désister, et de nouveaux candidats peuvent se déclarer selon les modalités prévues dans l'appel à candidatures. Si, lors de ce conseil, après le troisième tour, l'égalité est constatée, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

En cas de vacance définitive du poste de directeur, lorsque l'appel à candidature pour pourvoir le poste intervient après la déclaration de vacance du poste, un administrateur provisoire est nommé par le président de l'université.

Attributions

- Le directeur assure la direction de l'institut ;
- Il représente l'institut à l'égard des tiers ;
- Il prépare les délibérations du conseil et en assure l'exécution ;
- Il convoque le conseil restreint ;
- Il est ordonnateur secondaire de droit des recettes et des dépenses de l'institut et à ce titre, peut déléguer sa signature aux agents publics placés sous son autorité pour les affaires financières relevant de l'institut ;
- Il a autorité sur l'ensemble des personnels. Aucune affectation ne peut être prononcée s'il émet un avis défavorable motivé ;
- Il propose la composition des jurys d'admission et d'examens au président de l'université ;
- Il donne son avis sur la titularisation des maîtres de conférences ;



- Il propose l'intégration dans le corps des maîtres de conférences, et dans le corps des professeurs des universités, des fonctionnaires et agents répondant aux conditions des articles 40-5 et 58-4 du décret n°84-431, après consultation du conseil de l'institut en formation restreinte ;
- Il donne son avis sur les recrutements et mutations approuvés par les comités de sélection, avant transmission des propositions desdits comités au ministre chargé de l'enseignement supérieur par le président de l'université ;
- Il assiste aux réunions du conseil, avec voix consultative s'il n'est pas élu au conseil.

CHAPITRE 5 : AUTRES INSTANCES

Article 9 : Conseil de perfectionnement des formations

Un ou des conseils de perfectionnement sont mis en place, conformément à la réglementation en vigueur, des règles relatives à leur composition et à leur fonctionnement fixées par les statuts de l'université et des préconisations formulées par la commission de la formation et de la vie étudiante.

Les conseils de perfectionnement sont des dispositifs d'évaluation mis en place pour chaque formation ou pour un groupe de formations.

Les conseils de perfectionnement sont chargés d'examiner l'adéquation des contenus pédagogiques et des enseignements par rapport aux compétences à atteindre dans le cadre de la formation (ou du groupe de formations) et leur adaptation au contexte socio-professionnel concerné. A partir des conclusions qui en découlent, les conseils de perfectionnement proposent des évolutions de la formation.

Au cours du contrat pluriannuel d'établissement, toute modification importante d'une formation doit s'appuyer sur les conclusions du conseil de perfectionnement.

Les conseils de perfectionnement se réuniront au moins une fois par an.

Les conseils, dont le nombre peut varier en fonction des besoins des formations, comprennent de manière équilibrée les collèges suivants :

- des représentants du monde socioprofessionnel ;
- des représentants des enseignants-chercheurs et enseignants ;
- des représentants des étudiants et BIATSS.

CHAPITRE 6 : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10 : Réunion du conseil à distance

Le conseil peut se réunir à distance, sous réserve d'une délibération du conseil d'administration de l'université l'autorisant, dans les conditions prévues par ladite délibération.

Article 11 : Règlement intérieur.

Les présents statuts sont complétés, le cas échéant, par un règlement intérieur, adopté et modifié par le conseil de l'institut à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Article 12 : Révision des statuts.

La révision des statuts peut être demandée par le président de l'université, par le directeur, ou par le tiers des membres du conseil.

La révision des statuts est adoptée à la majorité absolue des membres présents ou représentés et entre en vigueur après son adoption par le conseil d'administration de l'université.

Article 13 : Dispositions transitoires

L'article 1 des présents statuts entrera en vigueur lors du prochain renouvellement du conseil de l'institut.

Amiens, le 11 mars 2022

Le président de l'université de Picardie Jules verne
Mohammed BENLAHSEN

